

## Les lycéens français et la laïcité: "trente ans d'erreurs éducatives" ?

La publication d'un sondage sur la laïcité effectué auprès des lycéens est l'occasion pour Catherine Kintzler de déplorer "trente ans d'erreurs éducatives". Quand l'approche idéologique prend le pas sur le débat politique indispensable en matière éducative, la politique éducative ne risque pas d'avancer.

Les résultats d'un sondage IFOP-Licra auprès des lycéens sur la laïcité<sup>1</sup>, publié dans le numéro de mars de *Le DDV*<sup>2</sup>, dans le cadre d'un dossier intitulé *Laïcité : what else ?* ont suscité bien des commentaires médiatiques et d'experts membres du conseil des sages de la laïcité. Parmi eux, Catherine Kintzler fait le lien, dans *Le Point*<sup>3</sup>, entre les résultats de ce sondage et "trente ans d'erreurs éducatives". Cela mérite d'aller voir de plus près les résultats du sondage et les erreurs éducatives pointées par C. Kintzler.

Les résultats pourraient être considérés comme le témoignage d'une évolution chez les jeunes de ce qui caractérise la laïcité. 52% d'entre eux se prononçant par exemple pour le port de signes ostensibles d'appartenance religieuse par les élèves, a fortiori (à 57%) par les parents accompagnateurs, et une très forte minorité d'entre eux (49%) ne voit pas d'inconvénient à ce que ces signes soient portés par les agents publics. Cette évolution pourrait être lue comme témoignant d'une mondialisation de la culture sous influence anglo-américaine : les britanniques, par exemple, ne voient pas d'inconvénient à ce qu'un agent de police en service porte son bandeau sikh en plus de son uniforme.

Mais pour C. Kintzler, le mal vient de "trente ans d'erreurs éducatives", ce qui permet de trouver son origine dans la loi d'orientation de 1989, dite loi Jospin, dont les plus anciens se souviennent qu'elle est réputée avoir "mis l'élève au centre de l'École", et, d'en avoir, en conséquence pour certains, exclu les savoirs.

C'est bien de cela qu'il s'agit, en effet, pour C. Kintzler :

"On nous explique à longueur de débats que l'opinion, la croyance sont une partie essentielle de l'individu, constitutive de sa conscience. De la même manière que les élèves ne distinguent plus les espaces privé, social, ou public au sens juridique du terme (l'école, les tribunaux, etc.), ils ne font plus la distinction entre la croyance ou l'opinion, et les personnes qui y adhèrent", s'alarme-t-elle. "Notre éducation ne conduit plus les élèves à l'extérieur de leur sphère habituelle. On se targue de faire de la formation à l'esprit critique, mais en réalité, on fait le contraire ! Juxtaposer les opinions ne constitue pas la démarche critique. La démarche critique consiste à prendre ses distances avec un ensemble, et à s'interroger sur les conditions de possibilité

<sup>1</sup> <https://www.ifop.com/publication/droit-au-blaspheme-laicite-liberte-denseignement-les-lyceens-daujourd'hui-sont-ils-paty/>

<sup>2</sup> <https://www.licra.org/leddv>

<sup>3</sup> [https://www.lepoint.fr/education/sondage-les-lyceens-rejettent-majoritairement-la-laicite-a-la-francaise-03-03-2021-2416143\\_3584.php](https://www.lepoint.fr/education/sondage-les-lyceens-rejettent-majoritairement-la-laicite-a-la-francaise-03-03-2021-2416143_3584.php)

d'une pensée. Pour faire comprendre la distinction entre croyants et non-croyants, la meilleure voie est de passer par les religions auxquelles on ne croit plus, en étudiant les dieux de l'Égypte ancienne, la mythologie des Grecs... Ces lents détours par les humanités — les mathématiques, l'histoire des sciences, la grammaire... —, qui permettent à chacun de faire un pas de côté et de penser contre soi-même, ne sont plus effectués. L'école informe. Mais elle n'instruit plus..."

Comme un médecin de Molière, la philosophe pourrait conclure : voici donc pourquoi votre fille est muette et les lycéens majoritairement en désaccord avec la loi de 2004. L'École a renoncé à instruire. Le discours des soi-disant "républicains" rejetant la crise de l'école sur le prétendu "pédagogisme" est bien connu. On ne fait plus de mathématiques, d'histoire des sciences, de grammaire, on se contente de "juxtaposer des opinions". Il y a là une représentation forte du curriculum réel des élèves qui prône le retour à l'instruction pure et dure dont l'école aurait perdu la saveur.

Il est intéressant de lire dans le dossier *Laïcité : What else ?*, d'autres contributions, à commencer par celle de Jean-Louis Auduc, également membre du conseil des sages de la laïcité, pour qui la laïcité nécessite une cohérence dans la politique de l'Etat.

"La cohérence laïque consiste à articuler, comme l'avait si bien fait Jean Zay en son temps, combat laïque et combat social. Elle passe par la démocratisation de l'accès aux collèges et lycées, la gratuité totale et l'obligation scolaire jusqu'à 14 ans. Si l'on ne veut pas que la laïcité apparaisse comme purement théorique, il faut aussi en finir avec des conditions de travail purement indignes dans certaines écoles ou établissements scolaires afin d'éviter que ne se développe ce que j'appelle un communautarisme des nantis, aussi dangereux que les autres. De telles situations épuisent, découragent les meilleurs enseignants et vont à l'encontre de toutes les valeurs de la République que l'école publique prétend promouvoir".

Ce "communautarisme des nantis" est également mis en exergue par l'historien Patrick Cabanel, pour qui l'hypocrisie des deux jeunesses pèse sur la laïcité. Il souligne ainsi le dualisme historique de l'école française :

"Il y a celle d'une école laïque tenue de recevoir des publics parfois difficiles, cumulant les difficultés (l'école comme ces publics), et qui reste, comme toujours, le banc d'épreuve de la laïcité : avant-hier les emblèmes religieux au mur (le crucifix), hier les signes religieux ostensibles, aujourd'hui une série de négociations, de tests, de débats, que chacun connaît. Et il y a la jeunesse de l'école privée (qui fut massivement catholique à ses origines, mais peu importe aujourd'hui), élue par une clientèle avide d'une ségrégation sociale superbement efficace mais qui ne dit pas son nom, et ralliée de longue date par la bourgeoisie de gauche. Bourgeoisie pour laquelle l'école laïque, c'est exaltant, mais pour les enfants des autres (des pauvres, qu'ils soient d'ici ou venus de là-bas). Cette hypocrisie est au cœur aujourd'hui d'une violence sociale fondamentale, quoique toute feutrée. Vieille hypocrisie, du reste, et que Buisson avait fini par combattre : à son époque l'école publique était divisée en deux mondes étanches, le primaire pour les pauvres, le lycée pour les bourgeois".

N'y aurait-il pas dans cette "violence sociale fondamentale" un moyen de penser la désaffection d'une part importante des lycéens par rapport aux exigences inégales de la République en matière d'enseignement, et donc, de leur prise de distance avec un dire si éloigné du faire ?

D'autre part, ne faudrait-il pas appliquer au curriculum des élèves français une réflexion que Dominique Schnapper, présidente du conseil des sages de la laïcité, propose d'avoir sur la laïcité dans sa contribution au même dossier ?

*"Le problème est donc : comment et jusqu'à quel point la tradition laïque peut-elle et doit-elle être adaptée aux conditions nouvelles ? La réponse est évidemment d'en garder le principe et d'adapter ses applications aux caractéristiques et aux aspirations de la population. Celle-ci a changé depuis 1905. Elle est plus formée, plus exigeante, peut-être plus diverse. Cette réponse — conserver le principe, aménager ses modalités — ne suffit toutefois pas à lever toutes les interrogations, ni à donner des solutions aux problèmes concrets qui se posent. Au lieu de nourrir un débat de politique publique — comment adapter les lois de la laïcité à une population majoritairement déchristianisée, où l'islam, ainsi que des fondamentalismes d'origine chrétienne, se développent ? —, un conflit idéologique s'est développé, introduisant l'idée fausse qu'il existerait depuis toujours deux conceptions antinomiques de la laïcité".*

Si on menait vraiment une réflexion honnête sur ce que les élèves français sont censés apprendre et sur ce qu'ils apprennent effectivement, sur la manière dont l'école les évalue et les sépare, on sortirait peut être du conflit idéologique entre "républicains" et "pédagogistes" dans lequel s'inscrit C. Kintzler. Et on aurait alors un débat de politique publique, celui sur notre politique éducative.

*Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.*

*Ses contenus n'engagent pas la rédaction.*